

Le réveil des vieux démons

«Aujourd'hui, une manifestation populaire sans précédent dans l'Histoire se déroule à Paris avec la participation en tête du cortège de plusieurs chefs d'Etat européens et africains en signe de solidarité avec la France après les attaques terroristes qu'elle a subies. Nous n'assistons pas seulement à une première avec cette parade spectaculaire mêlant citoyens et chefs d'Etat, mais sommes les témoins avertis ou inconscients de la naissance d'une nouvelle vision des relations internationales, d'une sainte alliance de la civilisation, Eux, contre la barbarie, Nous. C'est simplificateur peut-être, mais c'est ainsi qu'il en sera.

Au cours des décennies qui ont vu s'effondrer l'idéologie communiste, les inspireurs du néo-conservatisme américain ont prophétisé un prochain «clash» entre les civilisations, entre les grandes visions culturelles du monde. La vision islamique y était largement pointée, en même temps

Devant cette impasse, ce refus ou cette incapacité des Etats musulmans d'agir pour mettre fin à une source de menaces devenue universelle, la communauté internationale était vouée à prendre des initiatives pour rendre la vie plus sûre sur une planète ramenée aux dimensions d'un village. Comme elle l'a fait pour les crimes contre l'humanité, le blanchiment d'argent sale ou la menace climatique.

que d'autres. Mais depuis mercredi, quelques heures après l'attaque contre *Charlie Hebdo*, le secrétaire d'Etat américain a lancé une formule qui est appelée à rester tant elle est expressive du sentiment de révolte libérée par l'acte terroriste qui a visé le journal satirique parisien et une supérette casher. Elle résume un état d'esprit qui était confiné depuis longtemps dans l'arrière-plan de la conscience occidentale. John Kerry a dit en substance : «Nous ne sommes pas dans un clash des civilisations, mais dans une guerre entre la Civilisation et la Barbarie». Tout de suite après qu'il l'eut prononcé, la formule a rebondi dans les déclarations de responsables politiques français comme pour la vouer à devenir un leitmotiv, la bannière sous laquelle sera menée à l'avenir la lutte contre l'islam radical. Celui-ci étant intimement lié à l'islam, c'est ce dernier sous toutes ses déclinaisons qui va en pâtir car faute de parvenir à cerner et à isoler la partie malade et nocive en lui, l'humanité qui le regardait déjà comme sa sécrétion naturelle va le chercher à l'aveugle dans ses rangs touffus. Ce changement de conception de la menace indique que l'«incommodo», l'incompatibilité, le voisinage impossible est désormais entre l'islam et le reste du monde. S'il ne l'est pas encore explicitement, il le deviendra tôt ou tard au train où vont les choses.

L'Université islamique d'Al-Azhar et plusieurs gouvernements de pays musulmans dont l'Algérie ont condamné les attaques terroristes contre la France. C'est à leur honneur, mais que vaut cette condamnation, pense-t-on en face, s'ils continuent d'afficher leur tolérance ou leur impuissance sur leurs terres, leurs chaînes de télévision et dans leurs programmes d'enseignement, devant le dévoiement de l'islam par un fanatisme outrancier qui, de là, se répand dans les foyers réceptifs disséminés à travers le monde ? Depuis septembre 2001, l'islamisme est devenu un problème de sécurité internationale et les

Etats musulmans n'ont pas véritablement contribué à le régler car ils en sont la source pour la plupart. Une bonne partie d'entre eux repose, en effet, sur l'amalgame entre religion et politique, sur l'antagonisme entre une vision du monde moderne et l'autre archaïque, sur une présentation de l'islam comme devant nécessairement aller dans la direction opposée à celle prise par l'humanité avec l'ensemble de ses composantes ethniques, religieuses, culturelles, idéologiques et politiques.

Quand celui-ci leur est apparu comme une menace contre leur pouvoir, ils ont déployé les moyens sécuritaires et militaires pour le contenir, puis promu des solutions ayant pour nom «concorde civile» et «réconciliation nationale» pour revenir à la situation antérieure, lorsque le pouvoir sur les hommes et le pouvoir sur les âmes étaient équitablement répartis entre eux et les «hommes de religion». Quand on a diagnostiqué qu'il avait pour origine le sous-développement, le chômage et la pauvreté, ils ont distribué à tour de bras la rente pétrolière sous forme de crédits, facilités et loisirs pour les jeunes. Mais au fond d'eux-mêmes, les dirigeants des pays

musulmans restaient complexés par le discours d'opposition au sionisme et à l'Occident de l'islamisme et ils lui faisaient face avec un esprit de concession, pensant qu'en teintant leur politique de religiosité, ils l'amèneraient à résipiscence.

En fait, ils ont peur d'affronter leurs masses et les «hommes de religion», car ni ils ont un projet politique et social clair à offrir à leurs peuples, ni ils ne sont personnellement convaincus que l'islamisme doive être découplé de l'islam.

Devant cette impasse, ce refus ou cette incapacité des Etats musulmans d'agir pour mettre fin à une source de menaces devenue universelle, la communauté internationale était vouée à prendre des initiatives pour rendre la vie plus sûre sur une planète ramenée aux dimensions d'un village. Comme elle l'a fait pour les crimes contre l'humanité, le blanchiment d'argent sale ou la menace climatique. Elle ne se contentera pas de mesures locales, partielles et préventives pour faire face à ce qu'elle considère comme le péril du XXI^e siècle.

Le moment approche où les grandes nations arriveront à un consensus pour considérer l'islamisme comme un danger mondial et légiférer à l'échelle internationale pour le contenir. La Russie et la Chine ne s'y opposeront pas, car elles aussi ont des démêlés avec leurs ressortissants musulmans.

La généralisation du visa d'entrée en Europe et aux USA pour les ressortissants musulmans, les dispositifs de sécurité de plus en plus draconiens à l'embarquement des avions, les caméras de surveillance dans les rues des grandes villes, la traque du renseignement sur les réseaux islamistes et leurs sites internet, la surveillance des mosquées et des mouvements d'argent, font partie de la panoplie des moyens de défense déjà déployés mais ils sont insuffisants et vont être renforcés par de nouveaux, encore plus contraignants et restrictifs. L'Europe a mis plusieurs

siècles pour sortir des querelles religieuses. Elle a progressivement mis en place un système politique échappant à la tutelle du clergé, développé le savoir, élevé le niveau d'éducation des masses, produit des normes juridiques pour encadrer la vie sociale et organiser les relations entre les individus de différentes obédiences religieuses. La somme de ces actions de transformation des mentalités et du cadre de vie a donné le monde moderne. Alors qu'elle croyait avoir laissé loin derrière elle ce sujet, la voilà obligée de le rouvrir pour réfléchir à la place des musulmans parmi leurs autres ressortissants. L'islamisme a généré le terrorisme qui est en train de détruire en priorité les pays musulmans. Ses racines plongent très loin dans notre histoire, notre culture, nos mentalités irrationnelles, émotionnelles et pavloviennes. Le principal levier de commande de la pensée et du comportement des musulmans étant le levier religieux, c'est sur lui qu'il faut agir. Le judaïsme, le christianisme, l'hindouisme, le bouddhisme et l'animisme ont marché de pair avec la modernité tandis que l'islam continue son chemin en faisant tout son possible pour contourner la modernité. Il erre seul, sans but et sans projet parmi les nations pacifiées et travailleuses qui cherchent leur bonheur dans le savoir, la maîtrise technologique et le développement. Il ne disparaîtra pas des pays musulmans tant qu'une mobilisation, à l'image de celle à laquelle nous assistons aujourd'hui en France, n'apparaîtra pas simultanément dans l'ensemble de ces pays, autant de fois et de jours qu'il le faudra, pour annoncer une révolution culturelle porteuse d'une nouvelle vision de Dieu, de l'islam, de la raison d'être de l'homme sur la terre et des autres.

Les causes du terrorisme ne sont pas en Palestine, en Afghanistan, en Irak, en Somalie, au Soudan, au Yémen, en Syrie ou en Libye qui ne sont que des prétextes, des alibis ou des faire-valoir. L'Association des «Frères musulmans» est née en Egypte dans les années 1920, bien avant l'occupation de la Palestine, de même que le mouvement «Tabligh» inspiré des livres de Mawdudi dans l'Inde d'avant la parti-

Le judaïsme, le christianisme, l'hindouisme, le bouddhisme et l'animisme ont marché de pair avec la modernité tandis que l'islam continue son chemin en faisant tout son possible pour contourner la modernité. Il erre seul, sans but et sans projet parmi les nations pacifiées et travailleuses qui cherchent leur bonheur dans le savoir, la maîtrise technologique et le développement.

tion. L'OLP et le Fatah ont troqué la résistance armée contre la diplomatie et attendent une solution au problème palestinien des Américains et des Européens mais celle-ci ne viendra pas car le peu de terres qui leur ont été concédées a été subdivisé en deux embryons d'Etat palestinien, l'un à Ramallah, l'autre à Ghaza. Les deux mouvements, aux antipodes l'un de l'autre sur tous les plans, en sont arrivés à se haïr plus que chacun d'entre eux ne haït Israël. De même qu'il faut rejeter l'explication du terrorisme par la misère et le sous-développement car les Ben Laden, les Zawahiri et les kamikazes du 11 septembre 2001, pas plus que la plupart de ceux qui leur ont emboîté le pas, n'ont pas grandi dans des ghettos ou des cités malfamées.

La France ne s'est pas mobilisée depuis un demi-siècle comme elle est en train de le faire, associant dans son élan les religions et les communautés qui la composent et entraînant dans son mouvement l'Europe et des pays d'autres conti-

Par Nour-Eddine Boukrouh
noureddineboukrouh@yahoo.fr



nents. La France et derrière elle le monde ont écrit, scandé ou silencieusement pensé «Nous sommes tous *Charlie* !», du nom du journal qui était au bord de la faillite mais qui va connaître une nouvelle vie sous les traits du martyr emblématique de la liberté. Une liberté parfois inutilement attentatoire aux sentiments d'autrui et contre laquelle une résolution a été vainement prise par l'ONU il y a quelques années. L'onde de choc des événements de ces derniers jours a été ressentie dans le monde entier et augure de lendemains difficiles pour les musulmans où qu'ils soient, qu'ils approuvent ou désapprouvent les actes terroristes commis, car ils ne sont pas rares ceux qui y verront une vengeance du Prophète, comme s'en sont enorgueillis les intéressés, tandis que ceux qui le réprouvent, y voyant un réflexe pavlovien aussi stupide que meurtrier, ne trouveront pas la latitude souhaitée pour exprimer leur horreur en même temps que leur angoisse de se voir aspirés dans un tourbillon suicidaire apparu à la surface des terres de l'islam il y a un demi-siècle.

Cela fait un bon bout de temps que l'ambiance n'est plus bonne en France pour les immigrés maghrébins et les Français de confession musulmane, blancs ou noirs. La marche des Beurs, l'affaire du foulard dans les établissements scolaires,

la révolte des banlieues, la polémique sur le port de la «burqa» dans les espaces publics, les cantines halal, etc. sont autant de sujets qui ont alimenté l'actualité française des trois dernières décennies. Jusqu'au début des années quatre-vingt, on pouvait se rendre dans ce pays sans visa et la législation sur le séjour, le travail et les études était très souple pour les Maghrébins et les Algériens en particulier, en vertu des Accords d'Evian. On y allait avec les œillères que porte naturellement tout candidat à l'émigration ; on y venait avec les idées reçues sur les différences distinguant un musulman d'un non-musulman, à savoir qu'on est plus religieux que les Occidentaux, que ces derniers ont renoncé à leur foi, qu'ils sont individualistes, qu'ils abandonnent leurs parents devenus vieux à l'hospice et autres préjugés.

A la veille de leur départ, l'entourage des partants pensait plus à les vacciner contre les épidémies morales que contre les maladies.